

50ème anniversaire de l'Union africaine - Intervention du président de la République, M. François Hollande (Addis Abeba, 25/05/2013)

Madame la Présidente de la Commission de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Je remercie bien sincèrement le Premier ministre éthiopien, M. Hailemariam, pour son invitation, parce que c'est un honneur pour la France d'être conviée ici à Addis Abeba pour le 50ème anniversaire de la création de l'Union africaine.

Je mesure ce qu'a été cet évènement considérable, de pouvoir rassembler, réunir les pays d'Afrique qui avaient été pendant des décennies colonisés et qui retrouvaient non seulement leur indépendance mais leur dignité et leur capacité d'intervention avec l'Union africaine. En 50 ans, l'Afrique a fait de grands progrès. Elle s'est entièrement décolonisée. Elle a vaincu l'Apartheid et je pense à Nelson Mandela.

L'Afrique, s'est démocratisée même s'il reste encore à faire et que les atteintes aux droits de l'Homme ne peuvent pas être d'avantage acceptées. L'Afrique, s'est développée même si les progrès accomplis n'ont pas permis de vaincre encore la pauvreté. Alors, amis africains, soyez fiers du chemin parcouru depuis 50 ans.

Mais aujourd'hui ma présence ici est pour évoquer l'avenir, l'avenir de l'Afrique, l'avenir de la relation entre la France, l'Europe et l'Afrique, et donc l'avenir du monde. Nous avons à relever ensemble, trois défis :

Le premier, c'est la sécurité : sécurité pour la population, sécurité pour le développement, sécurité pour la paix.

Or, aujourd'hui le terrorisme, les trafics, la piraterie ne concernent pas simplement l'Afrique, mais concernent l'ensemble du monde. C'est ensemble que nous devons combattre ces fléaux. C'est ce que nous faisons au Mali pour protéger le Sahel, et la France a pris, avec les amis africains de l'ouest, sa responsabilité comme l'avait fait l'Éthiopie lorsqu'elle est elle-même intervenue avec des pays de l'Union africaine en Somalie.

À chaque fois, il s'agit de lutter contre le terrorisme.

La France se situe en parfaite cohérence avec les orientations définies par l'Union africaine. Je considère que ce sont les Africains qui doivent assurer eux-mêmes la sécurité de l'Afrique. Mais la France est prête à travailler avec les Africains, pour renforcer les capacités d'action, pour doter les armées africaines des moyens de répondre à toutes les agressions.

Et je saisis cette occasion d'être présent pour cette manifestation, cette cérémonie, pour inviter à Paris, les 6 et 7 décembre prochains, les chefs d'État africains pour un « sommet pour la paix et la sécurité en Afrique ». Nous définirons ensemble les formes de la meilleure coopération pour prévenir et traiter les conflits, et pour lutter partout contre le terrorisme.

Le second défi que nous avons à relever, c'est le développement.

L'Afrique, et j'en suis conscient, est un continent d'avenir avec une croissance forte, avec des réussites exceptionnelles, et en même temps, les besoins restent considérables pour les infrastructures, pour l'éducation, pour l'aménagement des villes, pour l'agriculture. La France est également prête à contribuer par ses financements, à tout ce qui peut permettre le développement de projets pour l'Afrique.

La France est également disposée à ouvrir largement son marché avec l'Union européenne qui fait déjà beaucoup et qui peut faire encore davantage avec de meilleures conditions

d'accès des produits africains, en Europe, dans le cadre d'un partenariat économique qui doit être exceptionnel.

La France souhaite également que l'Afrique puisse avoir davantage de place et de responsabilité dans les institutions financières internationales, la Banque mondiale, le FMI. L'Afrique doit être partie prenante au plus haut niveau de ces institutions. De la même manière, l'Afrique doit être un élément important de la gouvernance mondiale et la France soutient l'idée d'une présence comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'Afrique à travers son organisation.

Le troisième défi que nous avons également devant nous, c'est l'environnement, c'est le développement durable, c'est la lutte contre le réchauffement climatique, c'est le combat qu'avait engagé le Premier ministre Meles Zenawi, dont je salue la mémoire. C'est ce combat-là qu'il convient de poursuivre, parce que nous avons des signaux d'alertes très préoccupants avec la désertification, avec les sols qui se dégradent, avec l'eau qui est mal utilisée et des populations qui ne peuvent pas accéder à cette ressource essentielle.

Nous sommes également préoccupés par les atteintes à la biodiversité, par la destruction d'animaux dont l'Afrique est le seul continent à porter sur son sol.

C'est pour toutes ces raisons que la France compte accueillir en 2015 la Conférence pour le changement climatique pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et les catastrophes qu'elles génèrent.

Sans attendre, la France prend l'engagement d'affecter une part significative des ressources tirées de la taxe sur les transactions financières pour les mettre au service du développement et de la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est pourquoi aussi à Rio+20, l'année dernière, j'ai souhaité que soit créée l'Organisation mondiale de l'environnement et qu'elle soit installée à Nairobi pour bien montrer la responsabilité du monde à l'égard de l'Afrique et le rôle de l'Afrique dans la lutte contre les atteintes à l'environnement.

Mesdames et Messieurs,

La France est intimement liée à votre continent par son histoire, par les responsabilités qu'elle exerce, par les échanges humains que nous avons établis depuis des décennies.

Je n'oublie pas qu'une partie de la population française est d'origine africaine, elle nous regarde aujourd'hui parce qu'elle espère dans l'approfondissement de la relation entre l'Afrique et la France.

Notre économie est tournée vers l'Afrique. Nos intérêts sont communs.

Et je n'oublie pas le rôle que la langue française joue dans nos relations, même si je n'ai jamais entendu faire de la francophonie une relation avec l'Afrique. La francophonie est à la disposition de l'Afrique. La langue française, c'est un outil de diversité, d'exception culturelle et vous nous faites grand honneur quand vous la parlez.

La France, pour tout dire, souhaite que l'Union africaine puisse prendre toute sa place sur la scène internationale, que l'Afrique se développe, que l'Afrique soit davantage sûre et de son présent et de son avenir.

Et c'est la raison pour laquelle la France dit aujourd'hui avec toute la solennité et toute l'amitié qui nous unie «Vive l'Union africaine» !./.